

**27 avril au 3 mai 2018 / Marianne
Nantes
LA LONGUE MARCHÉ DES PAYSANS BRETONS**

Le 13 mai, le préfet demande à son ministre l'autorisation d'ouvrir le feu sur une alliance d'ouvriers, d'étudiants et surtout de paysans. Pour ces derniers, c'est l'aboutissement de mobilisations qui ont marqué l'Ouest depuis 1960. PAR JEAN-CLAUDE JAILLETTE

Il était 16 heures place de la Duchesse-Anne à Nantes, ce 13 mai 1968, quand les premiers groupes d'étudiants, d'ouvriers et de paysans ont commencé à se rassembler. Dans tout le pays, la grève générale avait été déclenchée à la suite des émeutes du 10 mai à Paris et de la nuit des barricades. La répression, violente, avait sidéré le pays, signe que l'épreuve de force avec le gouvernement était engagée. Il pleuvait sur Nantes, mais on sentait l'envie d'en découdre tant l'objectif des manifestants appelés par l'Unef était de faire plier un préfet à poigne, Jean-Emile Vié. Le 14 février précédent, il s'était montré particulièrement intransigeant à la suite d'une manifestation qui avait dégénéré en assaut du rectorat par des manifestants réclamant le paiement de leurs bourses impayées depuis six mois. En représailles, le préfet avait supprimé la subvention à l'association des étudiants et embastillé quelques meneurs. Outre une forte détermination, la manifestation du 13 mai avait la particularité d'être soutenue par les trois centrales syndicales ainsi que par la section locale du syndicat agricole FDSEA. Vingt mille personnes et 2 000 policiers massés dans les rues adjacentes et dans les caves de la préfecture étaient sur le pied de guerre.

La pluie s'est arrêtée de tomber. La manifestation s'ébranle alors en direction de la préfecture. «On a tout fait pour éviter de prendre ce bâtiment comme objectif, se souvient Daniel Palvadeau, secrétaire général de l'Union départementale CFDT de l'époque. On savait que ça risquait de mal tourner.» Arrivé devant la préfecture, une délégation est reçue, exigeant la levée des sanctions qui avaient frappé les étudiants. Elle revient devant les manifestants, bredouille. Il n'en fallait pas plus pour échauffer les esprits. Environ 2 000 manifestants «casqués et armés de gourdins», selon le correspondant du *Monde*, s'attaquent aux grilles de la préfecture, qui finissent par tomber. «Entré parmi les premiers dans la cour, je me suis retrouvé face à un officier de police qui tenait un revolver à la main», raconte Alexandre Hébert, secrétaire départemental FO en 1968 - mort en 2010 - dans une interview donnée en 2008 au documentariste Jacques Willemont (réalisateur de Nantes, l'autre mai). La panique gagne les forces de l'ordre. Massés dans la cour, les CRS chargent violemment. Des groupes

d'étudiants se replient dans les rues adjacentes, arrachent des pavés et dressent des barricades. Au comble de la panique, le préfet téléphone au ministre de l'Intérieur, Christian Fouchet, pour demander l'autorisation de tirer. Refus du ministre. «On est passé à deux doigts d'une catastrophe» s'indigne Daniel Palvadeau. Vers 20 heures, une nouvelle délégation obtient du préfet qu'il cède aux revendications pour ramener le calme. Instruits du succès obtenu par les étudiants, les ouvriers de Sud-Aviation de Bouguenais, près de Nantes, en grève depuis un mois, décident alors d'occuper l'usine et de séquestrer la direction. L'occupation durera une douzaine de jours avant que les grévistes obtiennent satisfaction.

Bouillonnement social

Rien de ce qui s'est passé ce jour-là n'est arrivé par hasard. Cette journée est le produit d'un bouillonnement social ancien traversant toutes les catégories sociales bretonnes et dont les faits marquants se sont déroulés le plus souvent dans l'unité. Déjà, le 8 mai, des manifestations avaient été organisées à Brest (30 000 personnes), à Angers (15 000), à Lorient (15 000) à Saint-Brieuc (10 000) et à Nantes (25000) à l'appel des centrales syndicales et des paysans. L'initiative avait été préparée dès le mois d'octobre 1967. Une déclaration appelant à des actions communes avait été signée sur le thème «L'Ouest veut vivre.» «Il se trouve que nôtre dynamique a rencontré le mouvement étudiant de mai», explique Daniel Palvadeau, pour comprendre comment, à Nantes, dès le 8 mai, les étudiants ont rejoint la manifestation.

Des paysans exploités

Pourquoi les paysans bretons se sont-ils radicalisés ainsi, précédant les appareils nationaux ? A la fin des années 50, l'économie de la Bretagne souffre de l'enclavement de la région. Elle dispose néanmoins d'un réservoir de main-d'œuvre important, agricole en particulier. Ce qu'ont bien compris les industriels de la transformation qui ont promis le désenclavement et l'emploi pour tous, moyennant la mise en place de l'agriculture industrielle. A l'initiative de groupes comme Unilever, Cargill, Sanders et Purina ou de gros commerçants comme Guyomarc'h, les premiers élevages intégrés ont vu le jour. Le principe a cours encore aujourd'hui : les poussins ou les porcelets sont fournis aux paysans, chargés de les élever jusqu'au rachat total de la production au prix fixé par l'industriel; les bâtiments sont fournis par le paysan, contraint de s'endetter. C'était moderne, promis à un bel avenir, sauf que tous les risques étaient pris par le paysan. Les promesses étaient trop belles. Le pire est arrivé : l'ouverture du Marché commun a fait chuter les prix de rachat et la surproduction a explosé. Sous la pression des industriels, les paysans étaient devenus des salariés payés à la tâche, troquant leur indépendance d'entrepreneurs contre la promesse d'une richesse qui n'est pas venue. Sur

ce sentiment de déqualification se sont greffées les analyses des dirigeants agricoles comme Bernard Lambert, de la FDSEA (Fédération départementale des syndicats d'exploitants agricoles), ou syndicaux comme Gilbert Declercq, de la CFTC, et Roger Rousselot, de la CGT. Ensemble, ils ont signé dès 1960 un communiqué commun dénonçant «la politique gouvernementale qui est en réalité celle des grandes puissances financières ; elle est à l'origine de la misère qui s'installe dans les foyers ouvriers et paysans ». Le gouvernement est resté sourd pendant que les leaders comme Bernard Lambert ont radicalisé leurs propos. Tous venus des jeunesses chrétiennes (JAC, JEC, JOC), ils se sont imprégnés petit à petit de la théorie marxiste à travers leurs expériences de terrain : «Vers les années 60, on a découvert dans la pratique que le capitalisme ça existait et qu'il s'intéressait à l'agriculture pour exploiter les paysans », écrira Bernard Lambert en 1970. En clair, les paysans étaient désormais dans la même position vis-à-vis de l'industriel que l'ouvrier face à son patron : l'action commune allait désormais de soi, une alliance d'ouvriers exploités et de paysans prolétarisés.

Les événements à venir ont porté cette empreinte. Les manifestations contre les pertes de revenus, la faiblesse des cours, l'endettement insupportable et la concurrence européenne jugée déloyale — déjà — se sont multipliées. Le 8 juin 1961, la sous-préfecture de Morlaix est envahie par des centaines d'éleveurs de volaille et d'ouvriers d'abattoirs venus de tout le Nord-Finistère sur des tracteurs et des camions. Le sous-préfet parvient à s'enfuir avec sa famille. Les meneurs de la manif, Marcel Léon et Alexis Gourvennec, dirigeants de la FDSEA, sont arrêtés. Dans les jours qui suivent, en soutien aux emprisonnés, des routes sont barrées, les lignes téléphoniques coupées, des rassemblements impromptus organisés. A Saint-Nazaire, ouvriers et paysans manifestent en masse derrière une banderole commune proclamant « Ouvriers et paysans unis pour les libertés syndicales ». Fin juin, les dirigeants syndicaux sont relaxés. Pour l'historien Christian Bougeard (les Années 68 en Bretagne, Presses universitaires de Rennes), «cette journée a marqué le coup d'envoi de la contestation paysanne ».

Agriculteurs et ouvriers solidaires

Au cours des années suivantes, les actions communes se sont donc renforcées. Le 19 février 1964 une manifestation rassemble 80 000 personnes à Nantes «pour le droit à la vie, pour l'avenir des jeunes, pour le travail pour tous».

27 juin 1967. La libéralisation des échanges européens s'accélère sans répondre aux exigences salariales des paysans et des ouvriers. A l'appel de la FDSEA, 100 000 personnes, ouvriers et paysans, sont invitées à se rassembler à Redon, à Quimper, au Mans, à Parthenay et à Caen. A Redon,

où 10 000 personnes ont répondu à l'appel, les CRS encerclent la manifestation. Bilan 87 blessés.

En 1968, la solidarité entre les paysans et les ouvriers monte d'un cran. Au soir du 13 mai, alors que la grève générale s'installe, un comité de grève est créé, né de l'intersyndicale CGT, CFDT, FO, qui se réunit tous les jours depuis le début des grèves. « L'idée de base était de répondre aux besoins d'alimentation et de transport de la population puisque tout était en grève autour de Nantes », raconte Daniel Palvadeau. Le comité prend ses quartiers à l'hôtel de ville, tout un symbole. L'ex-leader CFDT poursuit : « Notre objectif était d'organiser le ravitaillement de la ville avec les paysans qui ont vendu leurs produits à prix coûtant. On a aussi distribué des bons d'essence, on a fait ouvrir une station-service, on a organisé le ramassage des poubelles, on a demandé aux gars des abattoirs de travailler. On a même surveillé les épiceries pour éviter que certains commerçants profitent de la situation pour faire valser les étiquettes. On en a d'ailleurs fait fermer une dizaine. » Bref, le comité de grève a organisé la vie quotidienne des Nantais, rien de plus. A partir du 24 mai, certains de ses membres ont bien essayé d'impulser des comités de quartier, chargés de gérer les allocations familiales, signe qu'ils s'apprêtaient à prendre les institutions en main. Mais ce fut sans lendemain, puisque, le 4 juin, la reprise du travail fut votée.

L'effervescence de ces jours-là a conduit certains, comme l'historien breton Yannick Guin, à idéaliser le comité de grève installé à la mairie en le rebaptisant « La Commune de Nantes ». « Ça me fait plaisir, cette référence à la Commune de Paris, s'amuse l'ex-leader CFDT, témoin de ces journées. Mais ce n'était pas tout à fait ça. » Dommage, car l'alliance paysans-ouvriers était pourtant bien partie pour ébranler le pouvoir. □

Ils se croisaient à la messe

En Bretagne, l'appartenance des dirigeants paysans et ouvriers à des univers culturels proches a facilité l'unité syndicale. " Ceux qui sont passés par la JAC [Jeunesse agricole chrétienne] ont connu d'autres militants passés par la JOC [Jeunesse ouvrière chrétienne] mais aussi par la JEC [Jeunesse étudiante chrétienne] », écrit l'historien Jean-Philippe Martin (les Contestations paysannes autour de 1968, Cairn, 2014). En Loire-Atlantique, Médard Lebot, animateur de la FDSEA

De 1956 à 1972, croise à la messe, en 1954, l'un des dirigeants des grèves de 1955. Ce qui provoque une rencontre avec Gilbert Dehecq, responsable CFTC. A la suite de quoi Raphaël Rialland, prédécesseur de Bernard Lambert (1) à la tête de la FDSEA de Loire-Atlantique, est invité au congrès des métallurgistes CFTC en avril 1959. La culture des rencontres unitaires est née. D'autant plus facilement que, si le monde ouvrier et paysan était en

effervescence, la hiérarchie de l'Eglise catholique était contestée par sa propre jeunesse. De quoi rapprocher les militants venus des différents horizons et confrontés à des pesanteurs identiques. Les maoïstes de 1968 savaient-ils que les grandes alliances dont ils rêvaient dans leurs amphithéâtres s'étaient concrétisées sur les bancs des églises ? □

(1) Trop en désaccord avec la direction nationale, il quittera la FDSEA pour fonder les Paysans-travailleurs, qui deviendront plus tard la Confédération paysanne.